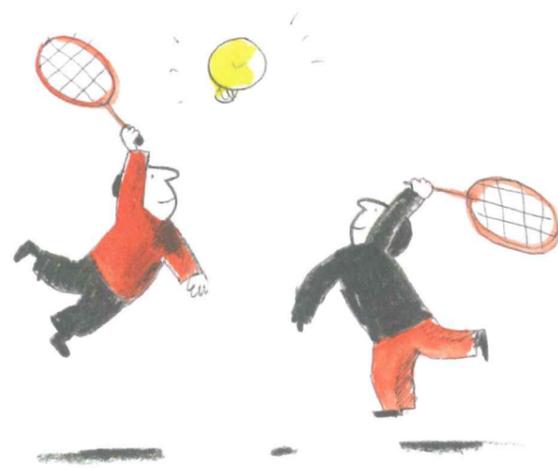


## Le coin des think tanks

Chaque mois, une question d'actualité vue par trois cercles de pensée



# Faut-il s'acharner à ramener, avant fin 2013, le déficit public à 3 % du PIB ?



**JULIA CAGÉ**  
Economiste à l'université de Harvard, cofondatrice de Cartes sur table

« C'est un objectif irréaliste qui mène droit à la récession »

**A**VEC LA VOLONTÉ OBSTINÉE du nouveau gouvernement de tenir cet objectif de réduction du déficit public, la France pêche par orgueil en voulant tout simplement être plus royaliste que le roi. Même le FMI a souligné les dangers du « trop de rigueur » en cette période de stagnation économique et de montée du chômage. Or il faut souligner trois points importants. Le premier, sans doute le plus important, est que ce chiffre magique de 3 %

– apparu en Europe avec le traité de Maastricht – est absurde dès lors qu'il est pensé en dehors de la conjoncture économique. Il est étonnant que personne au niveau européen n'ait encore élevé la voix assez fort – les critiques existantes ont relativement peu porté – pour souligner son aberration sous la forme actuelle. Cet objectif n'a aucun sens car il est procyclique du fait de l'existence de ce qu'on appelle en économie les « stabilisateurs automatiques » : quand un pays est touché par la récession, le chômage augmente, et les dépenses qui lui sont liées également, alors même que les recettes fiscales diminuent, ce qui aggrave le déficit ; au contraire, un pays en croissance voit ses dépenses diminuer et ses recettes fiscales augmenter, ce qui réduit le déficit. Bref, imposer une réduction massive du déficit à un pays en quasi-récession, c'est lui imposer de s'épuiser à remonter un torrent à contre-courant tout en lui ôtant la possibilité du retour à la croissance par l'utilisation intelligente de la dépense publique.

Par ailleurs, alors que les pays européens – en particulier la France – s'acharment à atteindre un objectif irréa-

liste pour rentrer dans les bonnes grâces des marchés financiers, ces mêmes marchés, totalement schizophrènes, seront les premiers à pénaliser la France quand la rigueur mènera à la récession. Et, à travers la récession, à une dégradation encore plus importante des comptes publics. C'est ce qui s'est passé en Espagne, et il n'en ira pas autrement pour l'Hexagone.

### La gauche ne doit pas craindre les procès en crédibilité budgétaire

Dernier point à souligner : en termes de sérieux budgétaire, la gauche n'a rien à prouver. Qui a qualifié la France pour l'euro en 1997, alors même que la droite venait de dissoudre l'Assemblée nationale parce qu'elle en était incapable ? Qui a rétabli dès 1997 l'équilibre des finances publiques, qui n'ont cessé de se dégrader à nouveau depuis le retour de la droite au pouvoir ? Ce sont les socialistes. C'est la gauche qui a permis à la France d'entrer dans l'euro. C'est la gauche – et donc le gouvernement actuel – qui lui permettra d'y rester. A condition de ne pas créer de toutes pièces une crise artificielle pour prévenir un éventuel procès en crédibilité. ©



**PIERRE-MATHIEU DUHAMEL**  
Spécialiste des dépenses publiques à l'institut Montaigne

« Baissons encore les dépenses publiques »

**L'**UN DES TRAITS les plus remarquables de l'alternance qui a eu lieu au printemps, c'est le caractère inchangé des objectifs financiers de notre pays : 3 % de déficit public en 2013, retour à l'équilibre en 2017 au lieu de 2016, à peine une nuance. Et c'est une bonne chose. La ratification très large par le Parlement, au mois d'octobre, du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire a confirmé cette identité de vue entre la nouvelle majorité et l'ancienne.

### Il y a accord sur l'objectif, mais débat sur les moyens

Cet accord quant aux objectifs ne dissimule pas l'âpreté du débat quant aux moyens à employer pour les atteindre. Pour l'année qui vient, le gouvernement a choisi de recourir massivement à l'impôt. Au total, ce sont 30 milliards d'euros de prélèvements nouveaux que supporteront les contribuables l'an prochain, pour 10 milliards d'euros d'économies. La moitié de cette hausse fiscale pèsera sur les entreprises, et donc sur leur compétitivité. Au total, le niveau des prélèvements obligatoires sera supérieur à 46 % du PIB dans notre pays l'an prochain. De l'aveu même de certaines autorités gouvernementales, notre pays a épuisé toutes ses marges en la matière. Il existe pourtant une autre voie pour assainir nos comptes : celle de la réduction de la dépense publique, qui absorbe chaque année plus de la moitié de la richesse nationale. Cette voie est moins récessive que celle de l'impôt. Elle

mérite d'autant plus d'être explorée que notre niveau de dépense est très supérieur à celui de nos voisins : environ 10 points de PIB de plus que l'Allemagne, par exemple, dont les services et prestations publiques ne sont pas moins performants que les nôtres.

Dès lors que les résultats d'évaluations rigoureuses permettent de le mesurer, nos dépenses publiques peuvent, sans dommage pour la croissance, être diminuées, voire supprimées. Ce message commence à être entendu, puisque, dans la foulée du rapport Gallois, le gouvernement a choisi d'asseoir la moitié du financement du crédit d'impôt qui sera consenti aux entreprises sur de nouvelles économies. Il faut maintenant définir et mettre en œuvre, dans tous les compartiments de la dépense publique – l'Etat, les régimes sociaux et les collectivités locales –, l'effort de maîtrise qui favorisera la qualité de nos services publics et contribuera à restaurer notre compétitivité. ©



**ANDRÉ SAPIR**  
Economiste à l'institut Bruegel

« La France aura besoin d'un an de plus »

**L**E PRÉSIDENT HOLLANDE l'a redit lors de sa conférence de presse du 13 novembre : la France respectera ses engagements européens et ramènera le déficit public fin 2013 sous la barre des 3 % du produit intérieur brut. Oui, mais voilà, une semaine plus tôt, la Commission européenne, dans ses prévisions annuelles d'automne, estimait que la France connaîtrait un déficit de l'ordre de 3,5 % du PIB l'an prochain. La question se pose donc de savoir si le gouvernement doit corriger le budget qu'il a présenté au Parlement

en octobre par un effort supplémentaire en matière de dépenses ou de recettes d'environ 10 milliards d'euros. La réponse est non, en dépit de deux facteurs.

### La récession dans la zone euro change la donne

Primo, la France a, on le sait, le niveau de dépenses publiques le plus élevé de la zone euro. Il est de 11 points de PIB supérieur à celui de l'Allemagne, écart qui n'a fait que grandir au cours des dix dernières années et qui explique pour partie l'écart de compétitivité entre les deux pays. Une réduction des dépenses publiques est donc nécessaire. Secundo, la France a, on le sait aussi, un déficit public chronique depuis plusieurs décennies, situation qui contraste à nouveau avec celle de l'Allemagne. Un rétablissement des finances publiques s'impose donc. Pour autant, il n'est pas nécessaire, ni souhaitable, que le gouvernement français fasse un effort budgétaire supplémentaire en 2013, et cela pour deux raisons.

La première est que la France fait déjà des efforts réels pour réduire son déficit structurel (il s'agit du déficit hors impact des à-coups de la conjoncture), comme l'Europe le lui demande. Selon les prévisions d'automne de la Commission, ce fameux déficit structurel diminuera de 3,4 % en 2012 à 2 % en 2013, ce qui représente presque 1 point de PIB de mieux qu'attendu par la Commission lors de ses prévisions de printemps, c'est-à-dire avant l'élaboration du budget. En revanche, il est inquiétant de voir que selon les gendarmes de Bruxelles cette amélioration ne se poursuivra pas en 2014. La seconde raison est que la zone euro est à nouveau tombée en récession, et que les règles budgétaires européennes permettent, dans ces conditions, de donner un an de plus à un pays en situation de déficit excessif pour qu'il revienne dans les clous. Il serait utile que la Commission utilise cette flexibilité pour 2013, tout en demandant à la France un effort supplémentaire pour 2014, lorsque l'Europe sera sortie de la récession. ©

### LEUR ORIENTATION DE PENSÉE

**Cartes sur table** est le dernier-né des think tanks de gauche. Une usine à pensées dont toutes les chevilles ouvrières ont moins de 35 ans. **Cartes sur table** s'est fait connaître par ses positions iconoclastes sur la politique du logement ou sur l'éducation. Créé par Claude Bébéar en 2000, l'institut Montaigne promeut des idées d'inspiration libérale en matière de politiques publiques. Basé à Bruxelles, l'institut Bruegel a notamment développé une réflexion sur les politiques budgétaires et monétaires lors de la crise des dettes souveraines.